REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Avenue Terrasson de Fougères - Abidjan Plateau - Adresse: BP V 98 Côte d'Ivoire
Tél.: (225) 20 25 38 00 / Fax.: (225) 20 21 35 87 - www.tresor.gouv.ci - Email: info@tresor.gouv.ci

Newsletter – Octobre 2021

Port Autonome d'Abidjan

A la une d'aujourd'hui…

1. Rehaussement de la classification annuelle risque pays de la Côte d'Ivoire par l'OCDE, de 6 à 5, l'ancrant dans le top 5 des pays les mieux notés d'Afrique
2. Adoption du budget 2022 en Conseil des Ministres le mercredi 20 octobre 2021, qui s'élève à c. 9 901 Mds FCFA (soit 15 Mds EUR) et permettra de financer le plan d'investissements ambitieux du pays
3. Mise à jour des perspectives économiques mondiales par le FMI, avec une croissance prévue pour la Côte d'Ivoire de 6.3% en moyenne sur 2021 – 2025, au-delà des moyennes mondiales et régionales
4. Signature d'un 3e contrat de désendettement et de développement (C2D) entre la Côte d'Ivoire et la France, pour un montant de 751 Mds FCFA (soit 1.14 Mds EUR)

1. Rehaussement de la classification annuelle risque pays par l'OCDE

Le 15 octobre 2021, l'OCDE a rehaussé la classification annuelle risque pays de la Côte d'Ivoire, la faisant passer de 6 à 5. Cette notation vise à rendre compte du risque estimé des pays et à normaliser le niveau de prime de risque applicable par les agences de crédit export (ECA) des Etats membres de l'OCDE ; elle s'établit entre 0 (meilleure notation) et 7 (moins bonne). Cette classification est déterminée par un groupe d'experts en risque pays, sur la base

Public

notamment d'un modèle quantitatif prenant en compte l'expérience de paiement du pays, sa situation financière (incl. dette extérieure, réserves de change, finances publiques) et sa situation économique (incl. taille et croissance de l'économie, niveau de diversification).

La Côte d'Ivoire est ainsi l'un des deux seuls pays, sur 201, à avoir bénéficié d'un rehaussement de sa notation lors de cette mise à jour et se positionne à présent parmi les pays les mieux notés d'Afrique, à la 4e place derrière l'Afrique du Sud (4), le Maroc (3) et le Botswana (3). Par ailleurs, cette reclassification place le pays au même niveau que certaines grandes économies d'autres géographies (Brésil, Turquie, Jordanie).

Classement OCDE sur les risques pays, sélection de pays

Pays	Classement actuel	Classement précédent
Afrique - Sélection de pays		
Botswana	3	3
Maroc	3	3
Afrique du Sud	4	4
Côte d'Ivoire	**5**	**6**
Sénégal	5	5
Bénin	6	6
Ghana	6	6
Angola	6	6
Rwanda	6	6
Nigéria	6	6
Burkina Faso	7	7
République Démocratique du Congo	7	7
Autres pays émergents (sélection)		
Hong-Kong	2	2
Philippines	3	3
Thaïlande	3	3
Vietnam	4	4
Brésil	5	5
Jordanie	5	5
Turquie	5	5
Bolivie	5	6
Equateur	7	6
Argentine	7	7

Source : OCDE (Octobre 2021)

Le rehaussement de la classification de la Côte d'Ivoire, qui illustre les bonnes performances macro-fiscales du pays et s'inscrit dans la lignée des upgrades de notation Fitch et S&P, a un impact majeur sur les taux d'intérêt accessibles pour les financements accordés par l'ensemble des agences de crédit export des pays membres de l'OCDE. En effet, ces taux d'intérêt sont encadrés par l'Accord sur les taux de prime minimum applicables aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

2. Adoption du Budget 2022 en Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres a approuvé, le mercredi 20 octobre, le budget 2022, s'élevant à c. 9 901 Mds FCFA (soit c. 15 Mds EUR), soit une hausse de 15% par rapport à 2021. Ce budget permettra d'accélérer la transformation structurelle de l'économie, notamment via des

Public

investissements importants dans les infrastructures ainsi que dans les secteurs productifs et sociaux.

Le déficit budgétaire pour l'exercice 2022 s'établit à 4.7% du PIB, en nette amélioration par rapport à 2021 (5.6% du PIB). Cette amélioration repose notamment sur les efforts importants du gouvernement ivoirien en matière de mobilisation des recettes intérieures : ces dernières sont projetées à c. 5 135 Mds FCFA (soit c. 7.8 Mds EUR), représentant 12.2% du PIB, en augmentation de 12% vs 2021. En particulier, les efforts du gouvernement se porteront sur l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre l'informalité par le renforcement du contrôle fiscal.

Dans la droite ligne de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen-Terme du pays, les besoins en financement extérieurs de la Côte d'Ivoire seront adressés par un recours prioritaire aux financements des bailleurs de fonds et au marché régional, à compléter par une mobilisation des marchés financiers internationaux, si les conditions de marché le permettent.

3. Mise à jour des perspectives économiques mondiales (World Economic Outlook) du FMI

Suite aux Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, le FMI a publié de nouveaux chiffres sur les perspectives économiques mondiales, mis à jour par rapport aux estimations d'avril 2021.

Alors que la reprise mondiale demeure fragile, marquée notamment par un retour de l'inflation à des niveaux inégalés depuis de nombreuses années, les perspectives pour la Côte d'Ivoire sont extrêmement solides.

Ainsi, la croissance ivoirienne devrait atteindre 6.0% en 2021 et 6.5% en 2022, en alignement avec les estimations initiales d'avril 2021. Le déficit budgétaire demeure maîtrisé, à 5.6% du PIB en 2021 et devrait passer sous le seuil communautaire de 3.0% dès 2024. Enfin, la trajectoire de la dette publique, bien qu'ayant été révisée à la hausse par rapport aux projections d'avril, demeure largement en-deçà de la moyenne régionale, à 50.2% du PIB en 2021.

Comparaison des perspectives économiques, Côte d'Ivoire vs. Afrique sub-saharienne et pays émergents

	Côte d'Ivoire	Moyenne SSA[1]	Moyenne Pays Emergents
Taux de croissance du PIB réel (moyenne 2021-25, en %)	6.3%	4.4%	5.0%
Taux d'inflation[2] (moyenne 2021-25, en %)	2.3%	6.3%	4.6%
Dette publique			
Dette publique (2001, en % du PIB)	50.2%	66.2%	63.4%
Dette publique (2025, en % du PIB)	50.0%	59.5%	67.6%
Déficit budgétaire			
Déficit budgétaire (2021, en % PIB)	(5.6%)	(4.8%)	(6.6%)
Déficit budgétaire (2025, en % PIB)	(3.0%)	(2.0%)	(4.4%)

Source : FMI (Octobre 2021)
Notes : 1. Afrique sub-saharienne 2. Mesurée par le CPI (Consumer Price Index)

4. Signature d'un troisième contrat de désendettement et développement (C2D) avec la France

Le mercredi 27 octobre, le Ministre ivoirien de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a signé avec son homologue français, Bruno Le Maire, un troisième contrat de désendettement et de Développement (C2D) entre les deux pays, pour un montant de c.751 Mds FCFA (soit c. 1.14 Mds EUR) et couvrant la période 2021-2025.

Le C2D est un mécanisme mis en place par l'Agence Française de Développement (AFD) qui permet de convertir une partie de la dette remboursée par la Côte d'Ivoire à la France en

Public

subventions pour des projets de développement, choisis d'un commun accord entre les deux pays.

La Côte d'Ivoire a déjà bénéficié de deux contrats C2D, exécutés avec succès, à hauteur de c. 738 Mds FCFA (c.1.13 Mds EUR) pour la période 2015-2020 et c. 413 Mds FCFA (c. 0.6 Mds EUR) sur la période 2012-2015.

Ce nouveau C2D se décline en 3 parties :

- Une enveloppe dédiée au financement du métro d'Abidjan, à hauteur de 184 Mds FCFA (soit c. 280 M EUR)
- Un appui budgétaire à des secteurs stratégiques, notamment éducation (c. 122 Mds FCFA, soit c. 186 M EUR), agriculture (c. 70 Mds FCFA, soit c. 107 M EUR) et santé (c. 53 Mds FCFA soit c. 81 M EUR)
- Un appui budgétaire global, à hauteur de c. 167 Mds FCFA (soit c. 254 M EUR)

Programme d'émissions obligataires sur le marché UMOA

Depuis septembre 2021, la Côte d'Ivoire a levé plus de 180 Mds FCFA sur le marché régional (c. 275 Mn EUR), notamment via des Bons et Obligations de Relance et Résilience. Le marché régional devient de plus en plus profond et compétitif, se positionnant ainsi comme une source de financement privilégiée de la Côte d'Ivoire. A titre d'exemple, la dernière émission de BAT, le 12 octobre 2021, a été sursouscrite plus de trois fois (plus de 167 Mds FCFA d'ordres soumis, soit plus de 250 Mn EUR).

Liste des émissions réalisées sur le marché UMOA - Septembre et Octobre 2021

Instrument	Date	Montant levé (M FCFA)	Taux de souscription (%)[1]	Maturité	Coupon (%)[2]	Taux (%)[3]
BAT	12/10/2021	49 500	372%	1 an	n.a.	2.78
BAT	09/09/2021	33 000	226%	3 mois	n.a.	2.35
OAT	28/09/2021	33 000	173%	10 ans	5.85	5.86
OAT	14/09/2021	40 000	74%	7 ans	5.70	5.36
OAT	14/09/2021	26 000	147%	5 ans	5.60	4.96

1. Taux de souscription = montant soumis / montant visé 2. Les BAT sont émis par adjudication à taux multiples et présentent des intérêts pré-comptés, contrairement aux OAT qui sont post-comptés 3. Rendement moyen pondéré
Source : UMOA – Titres

Liste des émissions prévues sur le marché UMOA, d'ici fin 2021

Instrument	Date prévue	Montant visé (M FCFA)	Maturité
BAT	27/10/2021	45 000	1 an
BAT	23/11/2021	45 000	1 an
BAT	30/11/2021	35 000	1 an

Source : UMOA – Titres

Pour en savoir plus…

N'hésitez pas à vous rendre sur le site du Trésor afin de consulter les Bulletins Statistiques trimestriels de la Dette Publique.

Pour toute question ou commentaire, nous vous invitons à utiliser l'adresse mail IR@tresor.gouv.ci. Nous nous ferons un plaisir de vous répondre.

Public